«L’Asie centrale est le point de rencontre des intérêts entre la Russie et la Chine»

Description

Entretien avec Sanat Kouchkoumbaev, Directeur-adjoint de l’Institut de recherches stratégiques (KISI), think tank kazakhe.



Les médias russophones n’hésitaient pas, à la suite du dernier sommet informel de la Communauté des Etats indépendants (CEI, 21-22 juillet 2006), à souligner que celle-ci se meurt et que la Russie y a perdu sa domination politique. Un « plan de relance » de la Communauté devrait être présenté lors du prochain sommet qui se tiendra à Minsk, à la mi-octobre. Il pourrait offrir une orientation plus asiatique, comme le souhaite le Président kazakhe, Noursoultan Nazarbaev, qui promeut depuis 1994 l’idée d’« Union eurasiatique ». Mais il existe déjà de nombreuses organisations régionales, comme et l’Organisation de coopération économique (créée en 1985), l’Organisation de coopération de Shanghai (OCS, 1996), la Communauté économique eurasiatique (CEEA, 2000), l’Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC, 2002), l’Espace économique commun (2003) qui, pour certaines, ne regroupent pas que des pays issus de l’Union soviétique.

Le Kazakhstan est favorable aux processus d’intégration. Que signifie le terme «intégration» aujourd’hui pour vous et pour le Kazakhstan ?

Sanat Kouchkoumbaev : Les buts de l’intégration sont l’amélioration économique des pays de la région. Pris séparément, chacun est trop petit, de par sa population, pour constituer un marché de taille par rapport à ses voisins et il n’est donc pas assez attractif (les cinq pays d’Asie centrale ex-soviétique comptent 58 millions d’habitants, [le Kazakhstan en regroupe 15 – RSE]. La taille de chaque marché étant limitée, une union serait une condition nécessaire au développement économique, à celui des affaires, aux investissements étrangers mais aussi aux investissements locaux. Du point de vue politique, l’enjeu de l’intégration serait de contribuer à améliorer les conditions propices à la démocratisation. Les parlements doivent pouvoir intensifier leurs contacts afin de régler les problèmes transfrontaliers. L’aménagement d’un territoire grand comme celui du Kazakhstan (cinq fois celui de la France) nécessite une intégration, pas seulement avec la Russie et la Chine, mais aussi avec les voisins plus proches géographiquement et économiquement, y compris le Turkménistan.

Certains observateurs occidentaux estiment que ces organisations régionales sont des enveloppes vides et que l’intégration s’effectue sans elles. Etes-vous d’accord avec cette vision ?

Je suis en partie d’accord. Ces organisations ne remplissent pas toutes leurs fonctions. Si c’était le cas, elles seraient moins nombreuses. Chaque organisation a ses objectifs. Ainsi, la Communauté économique eurasiatique a pour but la création d’un marché unique, l’Organisation du Traité de sécurité collective a pour mission la défense des intérêts nationaux. Ces deux dernières sont du reste très proches car la présence de la Russie y particulièrement marquée. Quant à l’Organisation de coopération de Shanghai [qui comprend la Chine, la Russie, l’Ouzbékistan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Kazkhstan – RSE], elle a décidé de s’intéresser également aux questions socio-économiques, malgré les dissemblances constatées entre pays membres. L’Asie centrale est le point de rencontre des intérêts entre la Russie et la Chine.

Pourriez-vous citer des cas concrets de ces processus d’intégration qui ont lieu en dehors du cadre des organisations ?

Je peux vous en donner deux qui sont le secteur bancaire et celui de l'énergie. Le secteur bancaire kazakhe est bien intégré au secteur russe ; tous deux ont adopté les normes internationales de fonctionnement. Cela se manifeste par la présence importante de banques russes au Kazakhstan. Les banques kirghizes sont intégrées au système kazakhe. En revanche, le secteur ouzbek reste à part.
Quant au secteur énergétique, sa forte intégration s'explique en grande partie par la subsistance des infrastructures soviétiques. La présence, à la fois économique et politique, de Gazprom en Asie centrale est tout à fait logique puisque l'entreprise russe est un opérateur puissant.

La Russie souhaite transformer l'Organisation de coopération de Shanghai en une véritable alliance militaire tandis que la Chine propose, elle, de centrer les activités de l'organisation sur le commerce et l'économie. Pékin veut créer un groupe de travail centré sur l'étude de la construction d'oléoducs et de gazoducs en Asie centrale. Comment le Kazakhstan se positionne-t-il par rapport à ces orientations divergentes ?

La Russie ne souhaite pas concurrencer la Chine sur le plan économique en raison de la forte capacité de production industrielle chinoise. Ce qui est totalement justifié. L'Organisation de coopération de Shanghai est importante pour la Chine, à la fois sur le plan économique et sécuritaire. Le Kazakhstan, lui, a tout intérêt à entretenir de bonnes relations de voisinage avec ces deux Etats, car son territoire est un lieu de transit pour la Chine. Ce sont tous les pays centrasiatiques qui vont devoir défendre leurs productions industrielles face à la Chine qui, rappelons le, est membre de l'OMC.

Le Kazakhstan est un voisin stratégique pour la Russie. Quelles sont leurs relations actuellement ?

Les relations russo-kazakhes sont bonnes. Le volume des échanges entre les deux pays s'élevait à 10 milliards de dollars en 2005. Un accord est intervenu sur la question de la délimitation de leur frontière, qui, avec près de 7000 km, est la plus longue du monde ; elle ne doit en aucun cas être militarisée, car il est indispensable qu'elle continue à laisser passer les marchandises.
Les Russes vivant au Kazakhstan constituent 30 % de la population ; quant aux russophones, ils représentent 40 %. Les élites ont été éduquées à Moscou ou dans d'autres villes de la Russie. Les influences sont toujours très prégnantes et les ponts entre les deux pays sont solides, car basés sur la culture et la langue. D'un point de vue stratégique également, on peu dire que les liens sont fermes, puisqu'ils reposent sur l'utilisation du centre spatial de Baïkonour, sur celle de quatre polygones militaires et sur les intérêts russes dans le *Caspian Pipeline Consortium* (CPC). Le Kazakhstan tire parfaitement son épingle du jeu qu'il joue avec les grands investisseurs internationaux et la Russie n'y voit rien à redire.

La fille aînée de N. Nazarbaev, Dariga Nazarbaieva, a-t-elle des chances de devenir Présidente de son pays dans quelques années ?

Le Président N. Nazarbaev vient d'être réélu [en décembre 2005 – RSE]. La prochaine élection devrait donc se tenir dans sept ans. D'ici là, beaucoup de choses peuvent se passer. Et puis, Dariga Nazarbaeva n'a pas encore évoqué officiellement sa candidature. D'autres candidats très talentueux peuvent, potentiellement, se présenter. Depuis le recouvrement de l'indépendance, la Kazakhstan n'a procédé à aucun changement de Président. Ce sera une première, et nous n'avons pas d'expérience dans ce domaine.

Par Hélène ROUSSELOT

Retour en haut de page

date créée
01/10/2006

Champs de Méta

Auteur-article : Hélène ROUSSELOT